

Témoignage biographique de Jean-Pierre DELAVILLE

Avant le PSU, il existait deux composantes à gauche (en dehors du PCF et la SFIO) : les intellos de la Nouvelle Gauche qui avait un secteur étudiant, le RGE (Regroupement de la Gauche Etudiante) dont j'ai été secrétaire en sana, en fac et à la fédé de Paris) et l'autre, une force fortement composée de militants ouvriers, ceux du MLP (Mouvement de Libération du Peuple). Nous étions déjà unis dans l'action avant de devenir ensemble l'UGS (Union de la Gauche Socialiste) dont je devins alors Secrétaire national étudiant.

Lors de l'unification avec le PSA pour créer le PSU en 1960 (avec Tribune du communisme), j'ai été élu en 22ème position au CPN, venant donc de l'UGS, désormais allié au groupe le plus important, le PSA, suite à la dissidence SFIO d'Edouard Depreux avec le PSA. N'oublions pas que la guerre d'Algérie ne se terminera qu'en 1962 et les étudiants qui partent avec Depreux sont nationalement une soixantaine, tandis que nous sommes à l'UGS environ 600. Les « barons PSA » obtiennent alors qu'il n'y ait pas de section étudiante (nous sommes pourtant 60 étudiants à la Sorbonne et la présence de l'UEC l'exigerait : heureusement pour nous Jacques Kergoat sera un lien fort en créant le FUA, Front Universitaire Antifasciste). Dès que je propose au CPN de mettre à l'ordre du jour la volonté des jeunes du Parti de prendre une position approuvant les diverses formes d'opposition à la guerre d'Algérie, je me fais traiter de « jeune incompetent » par Daniel Mayer qui me vouvoie. Je finis par dire : « *S'il en est ainsi, je vous dis poliment "merde"* ». Je souffre encore de cette occasion manquée, cette sorte d'injure à la citoyenneté de la jeunesse, d'autant plus que l'année suivante viendra l'appel des 121. Malgré Hernu, je ne suis pas mis en cause à la direction du parti, 37 camarades votant contre (25 UGS, 5 Tribune du Communisme et quelques ex-PSA).

Puis j'ai été membre du bureau de l'UNEF, vice-président « santé » en 62-63, élu au C.A. de juillet, sous la présidence de Jean-Claude ROURE après la démission de F. Lemeilleur, avec notamment Michel Mousel, Jean-Claude Merle, André Larquié, Jean-Jacques Hocquard. Nous étions très conscients que la situation de l'université exigeait une mutation. En septembre M. Pierre Sudreau, ministre de l'Education Nationale, nous convoque, bureaux de l'UNEF et de la MNEF au complet. Il nous annonce qu'il est démissionnaire : il a présenté au Général une analyse se rapprochant de nos réflexions en cours. De Gaulle lui a répondu qu'il augmenterait le budget de l'EN en rapport avec l'augmentation du nombre d'étudiants. Sudreau persista dans son analyse plus qualitative et maintint sa démission.

Avec la création ex-nihilo de la FNEF et quasiment la fin de la subvention, nous sommes dans une situation matérielle difficile. Chargé des sports je pars, malgré l'avis d'Herzog (Haut Commissaire à la jeunesse et aux sports), avec Jean-Jacques Machon en mission pour l'UNEF à Cuba lors des jeux universitaires latino-américains, au moment où commencera l'affaire des fusées soviétiques. Nous vivons le blocus américain avec Jiri Pelikan, président de l'UIE (Union Internationale des Etudiants) dont le siège est à

Prague. Il approuvera que nous soutenions les cubains, à la différence des Unions d'étudiants d'autres pays de l'Est, sauf ceux de la Pologne et de la Yougoslavie.

En 1963, l'UNEF réalise un beau congrès de Dijon, avec le rapport Mousel. Je fais une dernière tournée en province, je me marie en août, je reste conseiller de mon AGE Sana devenue Fédération Université Santé avec l'incorporation du CPE (Centre des Paralysés). Je suis aussi membre du Comité de rédaction de « *Miroir du Cinéma* » pour l'UNEF et administrateur étudiant de la Fondation Santé des Etudiants de France.

Pour ma part j'ai vécu mai 68 à la radio-télévision scolaire (nos collègues de l'Institut Pédagogique National rue d'Ulm étaient là au moment des barricades) où j'étais réalisateur chargé des expérimentations pédagogiques. J'étais aussi secrétaire général du syndicat des techniciens CGT depuis un an et demi, syndicat très corporatiste au plan national et présidé par un royaliste. Des collègues, ex-sorbonnards comme moi, se souvenant tant de mes responsabilités politiques nationales au P.S.U. que de mon passé accompli de syndicaliste étudiant, m'avaient sollicité pour diriger le syndicat. Des résultats prometteurs s'annonceront dans cette mission : les négociations avec la direction sur des revendications fort anciennes aboutirent à un résultat très positif. Un petit plus tard, lors de la discussion portant sur un nouveau projet de statut de la RTS, le chef du personnel, bloquant deux articles, je décidais en accord avec notre délégation une « fausse » sortie : nous fumes rappelés et nous obtinrent un compromis tout à fait satisfaisant.

En ce début de perturbation que je ressentais alors comme un enjeu majeur et qui me convenait fort bien, après un passage à la Sorbonne et avec le soutien de quelques camarades, j'appelais tous les collègues, les imprimeurs comme les administratifs et les enseignants à la grève immédiate avec occupation des lieux. Un seul vote contre, lequel sera présent jusqu'au dernier jour. Certains cégétistes et communistes proposent seulement un arrêt de travail permettant de protéger le matériel. On vote pour un collectif renouvelé tous les quatre jours, sans appel à candidature. Il ne tient ainsi que quatre jours. J'y rentre alors pour ne plus en sortir.

J'aurai droit à une visite de Juquin pour le PCF et à un envoyé spécial, le n° 3 de la CGT. Une crèche s'improvise, notre fille, née le 3 janvier, commence ainsi sa vie sociale. Chacun s'y répartit selon ses goûts et prend aussi une fonction dans les obligations militantes que l'on suppose nécessaires : permanence du contrôle à l'entrée, entretien des locaux, organisation de la cantine et courses. La séquestration du chef du département, inspecteur d'académie, donc fonctionnaire d'autorité, semble une sorte de garantie à laquelle il semble consentir. Il participe d'ailleurs à des commissions de travail.

Une commission se forme pour réclamer la transformation de la RTS en un établissement autonome au sein de l'Education Nationale : le terme choisi fera fortune. On discute ferme pédagogie et liberté. Le récent colloque d'Amiens sert de support partiel et nous tous, heureux au soleil, gardant des liens avec les collègues de la rue d'Ulm, avec la Sorbonne, alors qu'en même temps je suis le secrétaire de la section de Bagneux, ville toute proche. Parfois le système bloque où l'on ne l'attend pas : on propose un tournage à Flins et une équipe normale se constitue : réalisateur, assistant, cadreur, preneur de son, machino, électro. Le matériel est vérifié et embarqué et ils partent. Ils reviendront et le réalisateur me raconte leur arrivée là-bas. Tout le monde

descend...se coucher dans l'herbe, car il y a quelques difficultés à vivre l'autogestion, alors que, par ailleurs, ce sont de jeunes pros pleins d'allant.

Un incident marque bien l'esprit général : un après-midi, un réalisateur entreprend une critique de notre action. Un collègue se saisit de lui brutalement pour l'expulser, plusieurs participants l'en empêchent. Je viens raisonner ce copain de fac et notre collègue qui affirme dans un premier temps que nous ne nous comporterions pas comme des démocrates, se fait siffler. Des photos me montrent au milieu des protagonistes.

Je me souviens de notre départ pour la manif de la République à Denfert, le 13 mai, derrière notre calicot dont un des porteurs est Eric Rohmer. Je suis en tête et me remémore alors les nombreux souvenirs des manifs contre la guerre d'Algérie. Quant à Charlety on y va bien sûr alors que s'approfondissent de sérieuses divergences politiques qu'on retrouvera partiellement à la fin d'une occupation de 43 jours. Les communistes en particulier seraient fort satisfaits que les sections syndicales soient les seuls interlocuteurs reconnus. En réunion du bureau de la section, ils veulent me forcer la main. Je refuse leur attitude de domination et annonce mon adhésion à la CFDT. L'Assemblée Générale impose une unité de façade à condition que je conduise la délégation devant le patron, reconnaissant ainsi une réelle légitimité non au représentant de la FEN qui ne sera pas leur délégué habituel, mais à un de ceux qui ont vraiment animé le mouvement.

Une des AG précédentes au cours de laquelle nous avions précédemment décidé de voter sur la reprise du travail était très chargée d'émotion. Par petits groupes, constitués pas nécessairement de ceux qui s'étaient le plus rencontrés auparavant, ces discussions dépassaient largement le sujet à l'ordre du jour. Cette séance commença prudemment, plutôt faite de conciliabules à voix basse où il fut question des modalités de scrutin à adopter pour le vote à venir. La C.G.T. officielle demande que chaque syndicat vote de façon séparée. Cette proposition fut huée, un camarade rappelant que nous avions toujours voté ensemble. Enfin, quelqu'un signala que, le plus souvent, des décisions de cette importance se votent à bulletin secret. Beaucoup hésitèrent sur ce point. L'ambiance resta très fraternelle, chacun craignant peut-être la séparation à venir, comme un vaisseau au long cours s'éloignant de la rive.

Je me souviens avoir rappelé soudain, dans une sorte d'inspiration, que nous venions de vivre ensemble pendant six semaines, nous avions appris à nous connaître, de nouvelles amitiés étaient nées : « *Je n'oublierai jamais* », et l'on peut mettre un « *te* » après le « *je* ». J'évoquais tout cet acquis affectif, sa qualité unique : nous savions tous comment chacun allait voter, alors pourquoi subitement le faire sans le montrer. Je m'entends encore dire que le vote personnel public serait peut-être plus authentique, chacun pouvant commenter son vote. Ma proposition fut acceptée par tous, puis tour à tour au micro, on rappela son nom, on confirma sa conviction pour ou contre et pourquoi. Les mouchoirs sortirent parfois,

C'est fait, la reprise est votée : on forme la délégation qui rencontrera la direction de l'I.P.N. Il n'y a pas de leader de la CGT en son sein. La Direction Générale de l'Institut Pédagogique National semble satisfaite de la fin du mouvement, d'autant que notre chef de département accourt pour nous demander ce qu'il doit faire car le nouveau ministre de l'Education Nationale lui propose d'être son conseiller audiovisuel. « *Cours-y vite* » lui dit-on et son adjoint, présent, prend aussitôt l'intérim de l'IPN

Je sors de là, avec Annie et notre fille Fabrissa, dans un état second ; je mettrai très longtemps avant de réaliser que ma proposition aurait pu passer pour réformiste. Je m'occupe les jours suivants à remettre en ordre mon travail et à faire le bilan de l'action, entre la section PSU de Bagneux et la rue Mademoiselle au PSU.

Nous sommes en vacances chez un cousin d'Annie près de Decazeville, le matin du 25 août, jour de mon anniversaire (35ans). Il nous réveille : les chars soviétiques sont entrés dans Prague. Je pense à Jiri Pelikan, directeur de la télévision tchèque et président de la commission des affaires étrangères du parlement tchécoslovaque. Je le reverrais une dernière fois rue Pernety dans le 14^{ème} : il est alors député italien au Parlement Européen.

Pour terminer cette étrange saga, un an plus tard, le général De Gaulle tombe de lui-même et Michel Rocard est candidat. Il fera un millier de voix à Bagneux. Peu de temps après ont lieu les élections cantonales, Bagneux forme à soi seule une circonscription dont je suis le candidat PSU. Pendant la campagne, je réserve un des préaux d'école pour permettre à Henri Weber de la LCR de tenir réunion. J'obtiens à ce scrutin plus de voix que Rocard. J'ai quitté le PSU pour le PS en 1974-75 section Plaisance dans le 14ème. Puis à Créteil, où le parti est très clientéliste : je quitte le PS dès la désignation de Jospin, car je me sens toujours révolutionnaire, autogestionnaire et à la fois plus ou moins pragmatique. J'ai une conscience de « *fin de race* » puisque je suis initié apprenti franc-maçon fin 1971.

Je termine cette « note » le 25 août 2008 commencée un mois plus tôt : j'ai 75 ans.

Jean-Pierre Delaville